

CLA COUPOLE

Lettre d'information de la Filière francophone de la Faculté
d'Économie et de Sciences Politiques de l'Université du Caire

Février 2016
N°93

L'actu du mois

Forum des Masters

L'IFE Mounira organise le 25 février un forum des masters en coopération avec les filières universitaires francophones en Egypte. L'occasion pour les étudiants de découvrir les offres de formations en France et en Egypte et les différents programmes de bourse.

Info flash



Bienvenue à **Yasmine Mohamed**, diplômée de la Faculté des langues de l'Université Ain-Shams, nouvelle assistante de direction de la filière depuis juillet 2015.

Brève

Deux nouvelles docteures en économie!



Félicitations à **Chaimaa Yassine** qui a soutenu sa thèse en économie le 4 décembre 2015 à l'Université Paris1. Sa thèse intitulée "Labor Market Search Frictions in Developing Countries - Evidence from the MENA region: Egypt and Jordan" a été préparée sous la supervision de François Langot.

Nous félicitons aussi **Dina Kassab**, qui a soutenu sa thèse



"Three Essays on Corporate Social Responsibility and Corruption" le 17 décembre 2015 à l'Université Paris 1. Dina a bénéficié d'un contrat doctoral, a effectué sa thèse sous la supervision de Mireille Chiroleu-Assouline et de Pierre Fleckinger. Elle est également maître de conférences à la FESP.

Edito

L'année 2015-2016 est marquée par la mise en place d'un système d'heures de crédits dans les filières francophone et anglophone de la Faculté d'Économie et de Sciences politiques. Ce nouveau système accorde aux étudiants plus de flexibilité dans le choix et l'organisation du parcours académique. Il facilitera également les partenariats universitaires internationaux notamment les échanges étudiants grâce à un système plus simple de reconnaissance de cours (page 2).

Un compte-rendu du quatrième atelier de recherche en économie qui s'est tenu les 8 et 9 septembre 2015 à la Maison des Sciences économiques à Paris, a rassemblé une vingtaine d'enseignants chercheurs des universités Paris 1 et du Caire (lire page 2).

Yasmine Farouk, maître de conférences en science politique, est notre invitée de la rubrique interview. De retour d'un séjour scientifique à l'Université de Yale, elle nous parle de cette expérience, de son parcours professionnel et de ses réflexions sur l'enseignement de la science politique (voir pages 3-5).

Nourane Helmy analyse dans Actu Media les résultats des élections législatives du mois de décembre 2015 et les responsabilités qui incombent au nouveau parlement après un vide de 3 ans (lire page 6).

Habiba Ezz, diplômée en 2009, a déjà une vaste expérience professionnelle dans de nombreuses organisations internationales (OIT, OCDE, PNUD, Transparency International). Elle revient sur son parcours et sur son intérêt particulier pour une réforme de l'éducation et de la formation technique en Egypte. Vous pouvez lire son portrait pages 7 à 10.

Mahi El Attar, étudiante de 4^e ECO, a pu se rendre en France en décembre 2015 pour assister à la conférence des jeunes de la COP 21. Elle nous relate son expérience (lire page 11).

Hala Abou-Ali, qui a dirigé la FESP de 2013 à 2015, est détachée depuis août 2015 auprès du ministère de la santé et de la population en tant que secrétaire générale du Conseil national de l'Enfance et de la Maternité. Elle vient également d'être nommée députée au Parlement qui a siégé pour la première fois le 10 janvier 2016. Félicitations pour ces deux nominations.

Mona Amer

Sommaire

Page 2

LA FILIERE

La vie de la Filière
Agenda

Page 3

L'INTERVIEW

Yasmine Farouk

Page 6

ACTU MEDIA

Point de vue

Nourane Helmy

Page 7

DIPLOMES

Parlons de vous

Habiba Hosni Ezz

Page 11

ETUDIANTS

Vous avez la
parole!

Mahi ElAttar

Page 12

CULTURE

Info
Rendez-vous

La vie de la Filière

La filière francophone : un parcours académique plus internationalisé

Le quatrième atelier de recherche en économie s'est déroulé les 8 et 9 septembre 2015 à la Maison des Sciences économiques à Paris. Co-organisé par le Centre d'Economie de la Sorbonne et la FESP, cet atelier a rassemblé une vingtaine de chercheurs des deux institutions. Ce rendez-vous annuel



permet de renforcer les liens et les réseaux de recherche entre les deux partenaires et notamment de mettre en avant de jeunes doctorants et chercheurs de la FESP. Cette



année les communications ont porté sur les thématiques suivantes : organisation industrielle ; commerce international ; conflits ; éducation ; réseaux ; marché du travail ; macroéconomie ; finance et microéconomie. Le programme et les communications sont consultables à partir de ce lien : <http://fesp-eg.org/activites-academiques-et-scientifiques/conferences/>

Système de crédits

Depuis septembre 2015 la Filière francophone, conjointement avec la filière anglophone, applique un nouveau système de crédit de validation des cours. Ce système, calqué sur le système américain, apporte une plus grande flexibilité dans le parcours académique. Les étudiants peuvent désormais, dans une certaine mesure, individualiser leur parcours grâce une offre de formation plus large et proposant un plus grand choix d'options. Le cursus académique se lit en niveaux et non en années et permet aux étudiants qui le souhaitent d'obtenir leur diplôme de bachelors en trois années et demi au lieu de quatre années s'ils le souhaitent; l'année académique étant divisée en trois semestres : semestre d'automne, semestre de printemps et semestre d'été facultatif. Enfin, ce nouveau système permettra de grandement faciliter les mobilités étudiantes internationales.

Mobilité étudiante

Un accord Erasmus + entre l'Université Paris 1 et l'Université du Caire a permis à 8 étudiants de l'Université du Caire (4 étudiants de l'IDAI et 4 étudiants de la FESP) d'obtenir une bourse pour effectuer une mobilité au cours du second semestre 2015-2016. Deux étudiants en science politique, Marc Hani (4^e année) et Fatma Abou El Azm (4^e année), et deux étudiants en économie, Ahmed Khaled (4^e année) et Martina Ayoub (3^e année) profitent actuellement de cet accord. En échange la FESP accueille Paul Deutschmann, étudiant en M1 de science politique de l'Université Paris 1.

Agenda Mission d'enseignement pour le second semestre de l'année 2015-2016

Didier Monciaud , «CM Histoire», 1 ^{ère} et 2 ^e année, 20-25 février	Thibaud Boncourt , «Union européenne», 2 ^e SCPO, 16-21 avril
Olivier Grosjean , «Transformations des sociétés contemporaines», 2 ^e SCPO, 27 fév.-3 mars	Bertand Badie , «Théories des relations internationales», 2 ^e SCPO, 30 avril – 5 mai
Jérôme Valluy , «Sociologie politique», 3 ^e SCPO, 27 fév.-3 mars	Gunther Capelle-Blancard , «Relations monétaires internationales», 3 ^e ECO, 3-19 mai (Visioconférence)
Pierre Charles Pradier , « Macroéconomie», 2 ^e ECO, 9-14 avril	Marie-Claire Ledoux , «Economie politique européenne», 2 ^e ECO, 7-12 mai
Julien Fretel , «Introduction à la science politique», 1 ^{ère} année, 16-21 avril	

Enseigner à Yale : une expérience sans précédent!

L'interview

Yasmine Farouk, maître de conférences en sciences politiques à l'Université du Caire et spécialiste en relations internationales et politiques étrangères des pays du monde arabe, nous raconte dans cette interview son expérience d'enseignement aux Etats-Unis à l'Université de Yale.



Pouvez-vous vous présenter, nous parler de vos parcours académique et professionnel?

J'étais étudiante à la filière entre 2000 et 2004. En 2004 je suis partie faire mon master de relations internationales à Sciences Po Paris. C'est à ce moment là que j'ai décidé de faire un doctorat dans la même spécialité. En 2004 également j'ai obtenu un poste d'enseignante à la faculté. J'ai fini mon doctorat en 2010 et je suis rentrée au Caire. J'ai commencé tout de suite l'enseignement à la filière francophone (cours d'introduction à la science politique, théories des relations internationales, histoire des relations internationales et politique étrangère) et j'ai également enseigné à la filière arabophone. Parallèlement et pendant deux ans j'ai travaillé comme conseillère au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). J'ai aussi travaillé pour le gouvernement égyptien dans un centre de recherche qui s'appelle "le Centre du Contrat social". Un an après, en 2014-2015, je suis partie aux Etats-Unis avec une bourse Fulbright pour faire des recherches de post-doctorat à l'Université de Yale. J'ai travaillé sur le même sujet que celui de ma thèse de doctorat mais en développant le cadre théorique. Là, je suis rentrée au Caire et pour le moment je

me concentre sur la recherche et sur l'enseignement à la faculté.

Sur quoi a porté votre sujet de thèse?

J'ai travaillé en doctorat sur les politiques étrangères de l'Egypte, de l'Arabie Saoudite et de la Syrie après l'intervention américaine en Irak, sous la direction de Bertrand Badie que j'ai connu en tant que professeur-visiteur à la Filière. J'ai analysé comment ces pays ont géré les contraintes internes et externes pesant sur leurs politiques étrangères alors que ces contraintes les orientaient parfois à des actions contradictoires.

Vous avez travaillé pour le PNUD et pour le gouvernement égyptien, quelle était la nature de votre travail?

Avec le PNUD j'ai travaillé comme conseillère dans le cadre du dialogue national qu'il a organisé en Egypte entre les différentes factions et partis politiques juste après la révolution du 25 janvier 2011. J'étais basée dans le bureau du vice Premier-ministre à l'époque. J'ai facilité le recrutement des rapporteurs en préparant les formats des rapports soumis aux autorités. Après j'ai travaillé au Centre du Contrat social sur le projet de création d'un conseil économique et social en Egypte notamment sur le modèle français. J'ai aussi travaillé sur la participation de la société civile dans la rédaction de la constitution. J'ai rédigé plusieurs papiers scientifiques sur ces trois thèmes.

“*J'ai travaillé en doctorat sur les politiques étrangères de l'Egypte, de l'Arabie Saoudite et de la Syrie après l'intervention américaine en Irak, sous la direction de Bertrand Badie*”

Quel est votre domaine de spécialité?

Je me concentre sur la politique étrangère des pays de la région, surtout celles des pays arabes. Mes dernières

recherches portent justement sur les politiques étrangères des régimes autoritaires et mon cas d'étude est le monde arabe.

Pourquoi vous-êtes vous orientée vers ce domaine?

Parce que depuis mon mémoire de maîtrise j'aime beaucoup travailler sur les relations internationales du monde arabe. Je trouve qu'elles sont très riches en termes d'histoire, de normes, d'intérêts, de conflits mais aussi en termes de compromis et d'ingérence extérieure. Je suis très intéressée par la politique étrangère parce qu'il s'agit de comprendre comment tous ces facteurs dont je viens de parler se traduisent dans les actions de l'Etat. Les Etats sont en effet à la fois formateurs de ce genre d'interactions mais ils sont aussi influencés par ces interactions. Et aussi parce que l'analyse de la politique étrangère fait le lien entre les relations internationales et la politique comparée. On est obligé d'analyser la politique intérieure des pays pour expliquer ce qu'ils font à l'extérieur. Ça me permet donc d'avoir une échelle d'analyse un peu plus large dans mes recherches.

“
Mon séjour aux Etats-Unis a été une expérience formatrice
”

Vous avez été chercheur invitée à l'Université de Yale pendant un an, pouvez-vous nous décrire votre expérience?

Mon séjour aux Etats-Unis a été une expérience formatrice ; c'est un univers qui est complètement différent des univers académiques français et égyptien. Je m'étais souvent rendue aux Etats-Unis mais je n'y avais jamais vécu. J'ai ainsi pu connaître de près le système social, le système éducatif et les universités américaines. C'était très enrichissant parce que les ressources mises à la disposition des chercheurs aux Etats-Unis sont immenses et même considérables par rapport à la France. J'ai fait des interventions dans plusieurs conférences et j'ai également enseigné un cours (Révoltes, révolutions et réformes dans le monde arabe) pour des étudiants de la deuxième année. Ce qui m'a surpris c'est que j'ai trouvé qu'il n'y a pas de grande différence entre le niveau des étudiants américains, les questions qu'ils posent, et les étudiants égyptiens que j'ai à la filière. J'ai beaucoup aimé cette interaction avec les étudiants et je me suis rendue compte de la responsabilité qui incombe à un professeur. Car c'est vraiment le professeur qui forge les connaissances de l'étudiant.

Quelle différence constatez-vous entre les méthodes d'enseignement et de recherche à l'université de Yale et à l'Université du Caire? Est-ce que votre expérience à Yale vous a menée à changer votre méthode d'enseignement? Si oui, comment?

Tout d'abord ça m'a introduit à beaucoup de références, d'outils et d'instruments que je pourrais utiliser et qui sont spécifiquement américains. C'est notamment un changement de méthodologie et de méthode. Les politologues américains sont précis et utilisent une méthodologie plus quantitative. On n'est pas dans la perspective de narrer. Les Américains font une analyse assez précise avec des phrases directes et courtes. Ils vont tout de suite à l'objectif. C'est surtout ce changement de méthode qui m'a frappée. L'interdisciplinarité aussi ; le fait d'emprunter des outils et des concepts à l'économie mais aussi à la statistique et aux mathématiques. Je suis toujours incapable de faire ça parfaitement mais j'essaye de le faire pour ouvrir un peu l'univers de la science politique surtout dans l'esprit des étudiants.

Avez-vous des suggestions pour améliorer la qualité de l'enseignement à la filière?

A mon avis il serait très utile d'enrichir le centre de documentation. On a besoin de beaucoup plus de références anglo-saxonnes justement à cause des ressources immenses qui sont disponibles pour la recherche que ce soit aux Etats-Unis ou même au Royaume-Uni. Les avancées et les progrès les plus récents en termes de théories et d'approches en science politique et particulièrement en relations internationales sont du fait de l'univers académique américain. Je pense donc qu'on a besoin d'ouvrir notre bibliothèque à plus de ressources et à plus de recherches, notamment aux bases de données disponibles aux étudiants. Pour améliorer la qualité de l'enseignement on a aussi besoin de faire venir plus de professeurs visiteurs qui ne sont pas forcément francophones. Cela permettra aux étudiants même s'ils vont écrire en français et même s'ils vont partir faire leur thèse en France, d'être introduits à la méthode américaine. Ils y trouveront probablement beaucoup d'inconvénients et de problèmes liés au pragmatisme et à la quantification ; mais ils ont tout de même besoin d'être introduits à ce genre de réflexion. Je crois donc qu'inviter des professeurs de l'extérieur de l'univers francophone serait très utile pour les étudiants.

Vous rédigez des articles d'analyse sur la politique étrangère de l'Egypte, quelle est votre évaluation de la politique extérieure actuelle de l'Egypte ?

Je crois que depuis la révolution, il y a plusieurs aspects positifs dans la politique étrangère de l'Egypte. La politique étrangère est devenue plus proactive avec une volonté claire de diversifier les relations internationales. Il y a aussi des initiatives pour varier les alliances et pour créer des communautés d'intérêt avec les différentes parties internationales. Cependant, la politique étrangère a suivi les bouleversements de la politique intérieure en Egypte. Certes, l'opinion publique et son orientation générale comptent plus qu'avant pour le régime. Par contre, il y a beaucoup de traits et de fils conducteurs de la politique étrangère qui ont survécu à Moubarak. Comme par exemple la centralisation de l'élaboration de la politique étrangère et la sécurisation de certains dossiers. D'une manière générale, si on parle de l'époque actuelle, je regrette vraiment les positions conservatrices qui ont été prises par rapport aux révolutions dans le monde arabe. Elles sont basées sur une vision très réaliste. En effet, depuis 2011, beaucoup de changements de régimes qui ont eu lieu dans le monde arabe, à l'exception de la Tunisie, ont donné lieu à des troubles et à des guerres civiles. J'aurais tout de même préféré que notre position ne soit pas aussi conservatrice vis-à-vis de la révolution syrienne par exemple. Je trouve aussi que le régime a réussi à arrêter les interventions étrangères dans la politique interne du pays. Par contre, il est assez fermé quand il s'agit de sortir du cadre de monde arabe et du Moyen-Orient pour voir ce qui se passe à l'extérieur dans le monde d'une manière générale et essayer de profiter d'expériences d'autres pays qui sont passés par nos mêmes expériences politique, économique et sociale. C'est une lacune dans la manière et dans la logique de ceux qui gouvernent. J'estime également qu'on a besoin d'une réforme administrative radicale du ministère des affaires étrangères. Ce qui m'inquiète le plus c'est la sécurisation de l'élaboration, de la mise en œuvre mais aussi de la perception des questions régionales.

Selon vous, quels dossiers de politique étrangère méritent plus d'effort de la part du gouvernement égyptien?

Je dirais la Syrie et bien sûr la question du bassin du Nil. Le Nil, je sais que c'est une priorité pour le gouvernement égyptien actuellement et il fait ce qu'il peut. Mais je trouve

qu'une approche différente pourrait peut-être faciliter l'arrivée à un certain compromis notamment avec les Ethiopiens. Le problème n'est pas le gouvernement actuel ; c'est enraciné depuis des années, depuis plus de dix ans. La difficulté réside dans les conflits d'intérêt autour du bassin du Nil, le manque d'équité et de justice dans la répartition des eaux. Il est primordial de créer une communauté d'intérêt autour du Nil qui ferait qu'on aurait un certain système ou norme pour régler ce genre de différends pour qu'il ne s'aggrave pas comme c'est le cas actuellement. Mais ça n'a jamais existé, ça n'a jamais été une priorité ni sous Moubarak ni sous Sadate. L'approche très sécuritaire du bassin du Nil et la croyance dans la continuité du statu quo se sont révélées illusoire. Dire que la responsabilité incombe au gouvernement actuel serait injuste. Mais je crois que, d'abord, nous devons apprendre de cette expérience, qu'il ne faut pas se concentrer uniquement sur la région où il y a des problèmes. Il faudrait au contraire avoir une analyse des perspectives des problèmes et essayer de les éviter. C'est-à-dire qu'il faudrait que notre politique ne soit pas uniquement réactive en terme de gestion de crises mais qu'elle puisse pronostiquer et prévenir les crises potentielles.

“ Ce qui m'inquiète le plus c'est la sécurisation de l'élaboration, de la mise en œuvre mais aussi de la perception des questions régionales. ”

Dans le dossier du bassin du Nil je crois que nous ne devons pas avoir honte de demander l'aide de nos alliés internationaux que ce soient les Etats-Unis, la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Leur appui à notre position à l'égard de l'Ethiopie pourrait avoir un impact sur la résolution de ce conflit et j'espère qu'on fera usage de ces relations avec ces pays pour exercer une certaine pression sur Addis-Abeba.

Pour la Syrie, j'aurais préféré que notre position soit radicalement différente. Je crois que l'Egypte essaye de jouer un rôle réel dans la résolution du conflit. Mais ce qui m'inquiète c'est qu'on essaye de résoudre le conflit au détriment du peuple syrien qui a beaucoup souffert. Ce conflit a fait près de 250 000 morts et un million des réfugiés à travers le monde. J'aurais préféré que la résolution du conflit proposée par l'Egypte soit plus équitable et plus juste que celle qu'elle défend pour le moment.

Le nouveau parlement : façade législative consolidant le pouvoir présidentiel

Point de vue



Nourane Helmy, enseignante associée à l'université du Caire est spécialiste en ethnométhodologie et sociologie praxéologique

Nourane Helmy, diplomate et docteure en sciences politiques de l'IEP Grenoble, enseignante associée à l'université du Caire et du milieu délibératif égyptien, discute dans cet article les premières élections législatives en Egypte depuis la destitution des frères musulmans du pouvoir.

"Les élections parlementaires qui ont débuté le 18 octobre dernier représentent les premières élections depuis celles de 2012, qui avaient donné la majorité aux Frères musulmans. Ces derniers ont été écartés de ces législatives, tout comme certains opposants laïques d'ailleurs. Ces élections marquent la troisième et la dernière étape de la « feuille de route » du Président Al-Sissi."

Après une constitution en janvier 2014 puis son élection à la présidence en juin 2014, l'Égypte a ouvert en octobre l'élection de son Parlement. Quatre ans après la révolution qui a écarté Hosni Moubarak du pouvoir, ce scrutin marque le retour probable à un parlement docile avec une opposition réprimée d'autant plus que la plupart des principales forces d'opposition qui ont mené la révolution en 2011 ont disparu de la scène politique égyptienne. La loi électorale elle-même a été forgée pour empêcher l'émergence de forces contestatrices. En effet, parmi les 596 sièges 75 % sont disputés par des candidats individuels, 20 % par des listes et 5 % sont attribués par le Président. Un système qui favorise les figures politiques fortunées, bien implantées localement, en particulier celles issues de l'ancien régime de Moubarak.

pouvoir politique en Egypte est encore plus scellé qu'auparavant. Le pouvoir politique est presque sûr que les élections seront sans surprise puisque les seuls partis autorisés à se présenter soutiennent plus ou moins fortement le pouvoir. Cela transforme le pouvoir législatif, représenté par le Parlement comme une simple chambre d'enregistrement des directives de l'exécutif sans réel contre-pouvoir. Malgré l'appel fait par le pouvoir politique en place pour voter en masse, seuls 28,3 % des électeurs se sont déplacés dans les bureaux de vote pour ce scrutin, étalé entre le 17 octobre et le 2 décembre.

“

Ce scrutin marque le retour probable à un parlement docile avec une opposition réprimée

”

Le deuxième phénomène à prendre en compte est la montée des indépendants sur la scène électorale. Les partis sont eux-mêmes corrompus et animés par les intérêts personnels de chaque candidat plutôt que par un intérêt général. En effet, les partis en lice savent que pour avoir l'autorisation de se présenter ils ne peuvent s'opposer frontalement au pouvoir exécutif. Ils sont donc tous, plus ou moins complaisants avec la politique d'Al-Sissi. La quasi-totalité des partis soutiennent de toute façon la politique du président Sissi. Ce qui pourrait donner naissance à un Parlement qui ne soit qu'une simple caisse d'enregistrement des décisions de l'exécutif. En difficulté financière, déchirés par les dissensions, les partis prorévolutionnaires sont aujourd'hui tous marginalisés. Outre le grand nombre de députés indépendants, le Parlement est constitué d'une multitude de blocs qui ne possèdent pas de programmes communs, même si en grande majorité ils soutiennent le président

A leur tour, les forces islamistes, qui ont pâti d'un sentiment anti-islamiste fort au sein de l'opinion et de la désaffection de leurs partisans pour le scrutin, sont quasiment absentes, alors qu'elles composaient les deux-tiers du Parlement élu en 2012. Les Frères musulmans, qui font l'objet d'une féroce répression depuis la destitution du président islamiste Mohammed Morsi par l'armée en juillet 2013, déclarés depuis organisation terroriste, n'étaient pas représentés. Pour sa part, le parti salafiste Al-Nour, qui soutient pourtant l'armée et le président Al-Sissi, a réalisé un très mauvais score, avec seulement quelques sièges obtenus, contre 23 % des sièges en 2012, arrivant en deuxième position derrière les Frères musulmans (43%), juste un an après la création de leur parti. Au final, c'est un échec politique des salafistes. Si les cadres d'Al-Nour s'opposent aux Frères musulmans, les électeurs des deux se ressemblent, ils sont hybrides, et ne digèrent pas le soutien d'Al-Nour au régime politique qui réprime les Frères musulmans. On a donc vu Al-Nour passer de 23% en 2011 dans le scrutin individuel à 8% aujourd'hui.

Le troisième phénomène est celui d'une scène électorale caractérisée par le chaos. Les résultats reflètent un manque de clarté ; les programmes ou les visions politiques sont absents, les partis ou les personnalités qui jouissent de l'expertise du travail parlementaire sont inexistantes. Théoriquement, ce parlement sera doté de pouvoirs sans précédent. Il devra, entre autres, réviser toutes les lois promulguées depuis la dissolution de l'ancien parlement, en plus de la formation du nouveau gouvernement. Et ce, en consultation avec le président de la République. L'importance de ce parlement émane aussi des larges prérogatives que lui confère la Constitution de 2014, qui instaure un régime semi-présidentiel. Il reviendra à ce parlement d'approuver le choix du chef du gouvernement, effectué par le président de la République. Il peut réclamer un référendum à la majorité des deux tiers pour obtenir la destitution du président de la République, au risque cependant d'être dissous si le résultat du référendum est négatif. Le président peut aussi proposer la dissolution du parlement par référendum sans risquer de devoir démissionner, en cas de refus par le peuple.

Mais il y aura toujours des questions sur la capacité du parlement à représenter toutes les composantes de la société, en particulier les jeunes (49 députés), les femmes (73 députés) et les coptes (36 députés dont 24 de la coalition *Pour l'amour de l'Égypte*). Plus important encore, la possibilité d'une véritable cristallisation d'une opposition influente au parlement.

Un futur prometteur pour l'éducation technique en Egypte

Portrait

Habiba Hosni Ezz, diplômée de la filière en 2009. Elle commence sa carrière professionnelle dévouée à la promotion de l'éducation technique et professionnelle en Egypte qui d'après elle, changera le paysage économique et sociale de l'Egypte.



Vous êtes diplômée du département de science politique de la filière en juillet 2009, qu'avez-vous fait par la suite ?

J'ai commencé ma carrière professionnelle au lendemain de l'obtention de mon diplôme. Ainsi en 2009 j'ai travaillé pour deux ONG égyptiennes, "Masr El-Mahroussa" et "Arab Women Investors Union" respectivement en tant que chercheuse et responsable du bureau des relations publiques. J'ai donc décidé d'ajourner un peu mes études supérieures parce que je suis convaincue que faire un master peut être plus efficace après une période de travail professionnel qui permet d'ouvrir l'horizon sur ce qu'on veut faire dans la vie. La recherche d'un travail était pour moi prioritaire et plus importante que la sélection d'un master. En 2010 j'ai fini par travailler au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en tant qu'assistante au programme "gouvernance de l'eau". Cela a été le véritable point de départ de ma carrière professionnelle dans le domaine du développement. Au bout d'un an et demi, j'étais prête à reprendre mes études et j'ai décidé de me spécialiser en politique publique en choisissant le Master professionnel

Parcours professionnel

Depuis avril 2015	Consultante technique. OIT, Bureau régional de l'Afrique du Nord au Caire
Octobre 2015	Représentante officielle de l'Egypte. International Visitor Leadership Program – Etats-Unis
Déc. 2014-Juin 2015	Consultante technique. PNUD – Egypte
Nov.2014-Avril 2015	Consultante technique. Transparency International, Bureau de relations internationales et de collecte de fonds
Janv.2014-Janv.2015	Consultante technique (Projet éducation pour l'emploi). GIZ – Egypte
2013	Chercheuse. Centre pour l'environnement et le développement de la région arabe et européenne
Eté 2012	Stages à l'OCDE et à l'ambassade d'Egypte à Paris

"Action publique, action sociale, volet "Economies et sociétés" de l'Université Paris Ouest Nanterre. A mon retour en Egypte, j'ai repris ma carrière professionnelle en janvier 2014 en travaillant pour GIZ Egypt (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), puis en octobre 2014 à Transparency International et actuellement je travaille pour l'Organisation internationale du Travail (OIT) mais également pour le PNUD.

Depuis avril 2015 vous êtes consultante technique à l'Organisation internationale du travail (OIT), en quoi consiste votre travail?

Je travaille au bureau régional de l'Afrique du Nord au Caire de l'OIT en tant que consultante pour le projet "Emplois appropriés pour les jeunes égyptiens". Mon travail principal consiste à mettre en œuvre des politiques de lutte contre le chômage des jeunes telles que l'apprentissage, l'orientation

professionnelle, le développement des milieux ruraux et urbains. Le projet englobe trois gouvernorats égyptiens (Port-Saïd, la Mer Rouge et Minya) et couvre trois secteurs économiques (l'industrie, le tourisme et l'agriculture). Actuellement, je suis en train de rédiger un rapport sur "les emplois et les compétences des personnes handicapées" en me focalisant sur le secteur des télécommunications internationales et du tourisme.

“ Le rapport 2015 est donc très attendu et se focalise sur la question de la justice sociale ”

Pouvez-vous nous parler de la nature de votre travail lors que vous étiez consultante technique à GIZ?

A partir de janvier 2014, j'ai travaillé pour GIZ en tant que consultante technique. Cette expérience professionnelle a développé mon intérêt pour la question de l'employabilité des jeunes et le développement du secteur de l'éducation technique et professionnelle en Egypte. J'étais consultante sur un projet qui vise à formuler des pratiques et des politiques qui favorisent l'amélioration de l'employabilité des jeunes. J'étais également en charge de participer à l'élaboration de solutions innovantes et de fournir l'assistance au secteur de l'éducation technique en coopération avec le ministère de l'éducation et de l'enseignement égyptien. Le but principal du projet est de concevoir des politiques pour corriger le déséquilibre sur le marché du travail égyptien afin de d'améliorer l'employabilité des jeunes diplômés des écoles techniques et d'améliorer la performance de l'économie égyptienne, surtout à travers le suivi et l'évaluation. Grâce à la particularité des relations bilatérales entre l'Allemagne et l'Egypte j'ai pu explorer le domaine de l'éducation et l'apprentissage technique et professionnel en Égypte. Le résultat de cette coopération était formidable. Nous avons pu développer un système de gestion des données au Centre national du Développement des Ressources humaines. Actuellement, 176 écoles techniques accueillent 26000 élèves dans 28 gouvernorats égyptiens bénéficient de soutien de GIZ Egypt.

Vous avez participé à la rédaction du rapport du PNUD sur "le développement humain en Egypte" pour l'année de 2015 qui paraîtra prochainement. Quels sont les principaux thèmes que vous avez abordés?

Le rapport sur le développement humain est un rapport essentiel et crédible d'analyse de la situation du développement en Egypte et de proposition de recommandations pour le gouvernement. Le dernier rapport a été publié en 2010, avant les changements politiques et la révolution de 25 janvier 2011. Le rapport 2015 est donc très attendu et se focalise sur la question de la justice sociale. Il devrait paraître très prochainement. Je suis responsable de la rédaction de la section dédiée à l'éducation et l'apprentissage technique et professionnel tout en tenant compte de la question de la justice sociale. Ma préoccupation principale est d'éviter que l'éducation et la formation techniques ne permette d'aboutir à la justice sociale. Les jeunes diplômés de l'éducation technique pâtissent en général de salaires bas et d'un taux de chômage très élevé. Le rapport sur le développement humain permet de mettre l'accent sur l'importance de ce problème qui a été très longtemps négligé. J'ai donc essayé de fournir des recommandations qui sont récemment discutées sur la scène égyptienne telles que le développement d'une stratégie nationale pour l'éducation technique, la création d'une université couvrant des spécialités qui préparent les jeunes à acquérir des qualifications leur permettant de répondre aux besoins du marché du travail. Pour donner plus de crédibilité à mon rapport j'ai évoqué des études de cas qui présentent des exemples de succès et d'efficacité.

Vous avez également participé à la rédaction du rapport "Vision de l'Egypte 2030" élaborée par le ministère de la planification durant l'année 2015 et qui paraîtra prochainement, pouvez-vous nous donner un aperçu général du rapport?

La « Vision de l'Egypte 2030 » est un rapport qui définit la stratégie générale de l'Etat pour les 15 prochaines années dans le but de réaliser un progrès social, économique, et politique. Ce rapport est établi en coopération avec tous les ministères égyptiens. Il établit des objectifs à court et long termes. J'y ai participé en tant que jeune experte concernant l'axe de la justice sociale. Celle-ci se définit comme une société qui favorise le plus haut niveau d'intégration sociale, en mesure de garantir le droit des citoyens à la participation et à la distribution équitable des biens, protégées par les lois et les normes.

En octobre 2015, vous avez été sélectionnée pour représenter l'Egypte au programme "International

Visitor Leadership Program" aux Etats-Unis. Pouvez-vous nous décrire votre expérience?

Le programme est conçu pour des leaders potentiels de différents pays du monde. 19 jeunes représentants 19 pays de tous les continents ont participé au programme ; je représentais l'Egypte. Le programme présente les expériences de politiques de développement les plus abouties dans cinq Etats fédérés des Etats-Unis. Cela m'a permis d'explorer de très près les facteurs de succès de l'engagement des jeunes et notamment la manière dont le bénévolat est enraciné dans la société à façon d'exploiter les énergies de la jeunesse. Nous avons appris également les différents niveaux de liaison entre les différentes d'autorités gouvernementales, le secteur privé et la société civile. Cela a été une expérience très riche dont je profiterais sans doute pour mieux élaborer ma vision et ma stratégie dans ma lutte pour la promotion de l'éducation technique et son rôle prometteur dans la société égyptienne.

Entre novembre 2014 et avril 2015 vous avez travaillé pour Transparency International. En quoi cela a-t-il consisté ?

Tout d'abord Transparency International est une organisation internationale prestigieuse qui a pour objectif de lutter contre la corruption à tous les niveaux publics et privés, administratifs et exécutifs. Son siège se trouve à Berlin mais elle a des représentants dans plus de 100 pays dans le monde. L'organisation aide à transmettre la voix des victimes de corruption en collaborant avec les gouvernements, les hommes d'affaires et les citoyens pour éviter les abus du pouvoir.

Je considère que la corruption constitue un obstacle majeur au développement humain et qu'elle affecte notre vie à tous les niveaux notamment au niveau éducatif, mon principal centre d'intérêt. A Transparency International j'ai participé à l'élaboration de la stratégie générale de l'organisation qui sera établie en Egypte. Je prépare des projets innovants pour la lutte contre la corruption et j'analyse les effets négatifs de celle-ci sur notre vie quotidienne dans les secteurs public et privé.

A l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre la corruption, le gouvernement égyptien a joint la convention anti-corruption en 2014. Récemment le classement mondial de l'Egypte pour la lutte contre la corruption s'est amélioré. Comment évaluez-vous les

politiques gouvernementales dans ce domaine? Quels progrès ont-ils été réalisés?

L'Egypte a recueilli 37 points sur 100 à l'indice international de la lutte contre la corruption en 2014 et occupe le 94^{ème} rang parmi 177 Etats. L'Egypte a gagné 5 points et a amélioré son classement en comparaison avec 2013 et 2014 où elle était classée respectivement 118^e et 114^e. Cela est dû à plusieurs facteurs. Les nouvelles politiques d'investissement adoptées par le gouvernement égyptien sont censées encourager les investissements étrangers et nationaux. La diffusion publique du budget de l'Etat 2014-2015 devrait permettre plus de transparence et la reconnaissance du droit des citoyens à avoir accès aux informations. Pourtant l'Egypte demeure l'un des pays les plus corrompus au monde ; la corruption reste très importante dans de nombreux domaines comme le gaspillage de ressources publiques, le blanchiment d'argent, l'absence de comptabilité, le clientélisme etc. A mon avis, la lutte contre la corruption dans les différentes articulations de l'Etat surtout l'appareil administratif est aussi importante que la lutte contre le terrorisme pour la sécurité du peuple égyptien et la stabilité de l'Etat pour attirer les investissements étrangers.

“ *La filière m'a permis d'acquérir les compétences techniques nécessaires pour analyser les données économiques ou politiques et d'avoir une mentalité analytique et exploratrice* ”

En 2011-2012 vous avez fait un Master 2 Professionnel "Public Action, Social Action", à l'Université Paris Ouest Nanterre ainsi qu'un stage à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et un stage à l'ambassade d'Egypte à Paris. Parlez-nous un peu de ce Master et de votre expérience de stage.

Grâce au Master j'ai beaucoup appris sur les questions politiques telles que les politiques publiques, la prise de décision et les mouvements sociaux. Pour valider le Master je devais effectuer un stage. Et j'ai eu la chance d'en faire deux. Le premier au bureau culture et médias de l'Ambassade d'Egypte à Paris. Mon travail consistait à faciliter la communication entre les jeunes égyptiens résidant à Paris avec l'ambassade. Le second stage s'est déroulé à l'OCDE au secrétariat du bureau des relations internationales du Conseil Afrique du Nord et Moyen-Orient. Celui-ci développait à ce

moment-là un projet de 24 dimensions de coopération possibles entre l'Union européenne et l'Égypte suivant la révolution du 25 janvier 2011. Ce projet traitait de très nombreuses dimensions notamment les taxes, le chômage, le commerce etc. J'ai eu la chance avec une autre collègue égyptienne de participer à la rédaction du rapport qui dresse les différentes possibilités de coopération entre les deux parties.

Que reprenez-vous de vos années d'études à la filière?

La filière m'a permis d'acquérir les compétences techniques nécessaires pour analyser les données économiques ou politiques et d'avoir une mentalité analytique et exploratrice. Les cours de méthodologie de recherche ont été très utiles. J'y ai notamment appris à suivre une méthode claire et organisée dans mon travail afin d'arriver aux résultats souhaités.

“ Je souhaite créer un premier groupe de pression concernant la réforme de l'éducation technique ”

Vous êtes un membre actif du "projet national pour le développement de 50 villages", en quoi consiste-t-il?

Ce projet national est sous la direction directe du président Al-Sissi. Il souhaite former les membres des familles les plus démunies à un métier technique qui les aidera à gagner leur vie et en même temps intégrer le cercle de la production nationale. Nous avons commencé en 2015 par le gouvernorat du Fayoum. Aujourd'hui le projet a défini les domaines d'intervention possibles en fonction d'études d'évaluation des besoins de chaque région. Nous avons déterminé des secteurs de développement potentiels comme la production agricole destinée à l'exportation, la fabrication de produits laitiers qui

seraient produits et vendus localement dans le but de créer une véritable ville productive. En outre, je participe à des initiatives en coopération avec des coopératives agricoles à Assiout de développement de la chaîne de production agro-alimentaire qui pourrait bénéficier aux personnes les plus démunies.

Qu'est-ce qui vous passionne le plus dans la vie?

Sur le plan personnel je médite attentivement tout détail de l'univers. Par exemple je me passionne pour l'astronomie, la philosophie, la religion. L'astronomie c'est comprendre l'univers, la philosophie c'est se comprendre soi, la religion c'est comprendre la relation entre soi et l'univers. Tout dépend de la manière dont on perçoit les choses. Sur le plan professionnel je suis actuellement fascinée par la valeur du travail et son importance. Cela est dû en partie au fait que je travaille beaucoup sur ce sujet.

Comment souhaitez-vous évoluer? Quelle est votre perspective d'avenir ?

Tout au long de mon travail, j'ai vu plusieurs projets naître. J'ai appris qu'avec insistance on peut réussir. Je souhaite créer un premier groupe de pression concernant la réforme de l'éducation technique. A mon avis c'est un projet de grande importance pour l'Égypte qui possède un grand potentiel de jeunes et une énorme force du travail qui mal exploités. J'ai débuté dans cette voie et j'ai rencontré des experts et des hauts fonctionnaires qui encouragent le projet et souhaitent en faire partie. Mais il faut encore un énorme travail pour regrouper ces gens et développer une stratégie. Ce qui échappe au développement en Égypte c'est le courage de changer. Je m'acharnerai jusqu'à voir mon objectif concrétisé.

Entretien recueilli par Nahed AlaaEldin Shalan

Participation à la COP21

Vous avez la parole!



Mahi ElAttar
Etudiante en 4^e
SCPO

Mahi ElAttar, étudiante en quatrième année à la filière francophone, partage avec nous dans cet article son expérience d'une semaine à la conférence internationale sur le changement climatique (COP 21) qui a eu lieu à Paris en décembre 2015.

« Il ne sert à rien à l'homme de gagner la Lune s'il vient à perdre la Terre. » François Mauriac (1885-1970). Et c'est effectivement pour ne pas perdre la terre que la conférence sur le changement climatique (COP21) a eu lieu à Paris en Décembre 2015.

En effet, deux sujets sont récurrents lorsqu'on étudie l'économie et la science politique : les effets négatifs de la croissance économique sur l'environnement et différents accords internationaux, qu'ils soient efficaces ou pas. Participer à la COP21 à Paris, début décembre 2015, été une opportunité exceptionnelle d'observer ces deux thèmes.

Tout a commencé début 2015 lorsque l'Institut Français d'Égypte (IFE) a proposé de lancer une simulation étudiante de la COP21, en coopération avec les plus grands modèles de simulation de la FESP, ALMUN (simulation des Nations Unis) et ImEU (simulation de l'Union Européenne). Après une série de séances sur les approches politiques et diplomatiques de la protection de l'environnement, la simulation qui a regroupé une vingtaine d'étudiants de différentes facultés de l'Université du Caire mais aussi d'autres universités, s'est tenue les 5-6 mai 2015 devant un jury composé de représentants de l'IFE et de la FESP. Les participants représentaient une dizaine de pays dans les négociations dans le but de trouver un accord international qui limiterait les effets de la pollution de l'environnement liée à l'activité économique et qui soit accepté par tous. Malheureusement, les délégations représentées par les étudiants avaient des positions tellement rigides que nous n'avons pas pu obtenir une unanimité. Finalement il n'y a pas eu d'accord ! Malgré cela, j'ai eu la chance d'être choisie par le jury, ainsi que 6 autres étudiants, pour participer à la conférence réelle qui a eu lieu à Paris en décembre.



“
L'atmosphère de coopération et le partage d'un objectif commun m'ont prouvée qu'il y a toujours de l'espoir pour l'humanité
”

Six mois après notre négociation, vol à destination de Paris ! Nous croisons des panneaux accueillant les participants à la COP21 avant même de sortir de l'aéroport. Nous passons notre premier jour à Paris à la Conférence des jeunes, COY (*Conference of Youth*), qui a regroupé une centaine de jeunes engagés dans la lutte contre le changement climatique, représentant des ONG, des institutions internationales, et des entrepreneurs indépendants. L'atmosphère de coopération et le partage d'un objectif commun m'ont prouvée qu'il y a toujours de l'espoir pour l'humanité ; moi qui suis une personne généralement pessimiste !

Après quelques jours de tourisme vint la COP21 tant attendue par tout le monde ! C'était tellement évident que Paris célébrait cet événement que j'avais oublié qu'elle a été la cible des attaques terroristes deux semaines précédant la conférence. Au Bourget, le lieu des négociations pendant deux semaines, contrairement à notre simulation, un optimisme plus réfléchi régnait. Les drapeaux de tous les pays présents situés à l'entrée rappelaient à tous les visiteurs de l'importance de cet événement. Finalement, il semble que la COP21 a réussi à frayer la voie pour limiter les effets du changement climatique. Les 200 pays présents ont tous reconnu l'urgence du problème et se sont engagés à réagir face à cette crise future, chose qui est assez rare en politique internationale. Pourtant, il leur reste beaucoup de choses à faire pour prouver que cet accord est sérieux et qu'il se concrétisera par des actions. Cette expérience m'a en tout cas prouvé qu'on peut voir le bout du tunnel !

Rendez-vous

A ne pas manquer...

Expo

*"Abstract Practicies", exposition des peintures des pionniers de l'art égyptien contemporain, le 24 février, à 21h. Galerie "Al Masr", 157B rue rue 26 juillet, Zamalek, le Caire.

Conf'

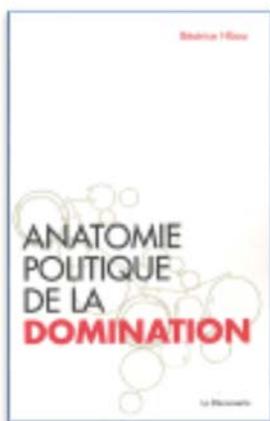
*"La rencontre des écrivains", le 24 février, à partir de 17h, World Hall, Sakiet El-Sawy.

Concert

*Omar Khairat", le 26 février, à 19h, sale EL-Nahr, Sakiet El-Sawy.

Et du côté des livres...

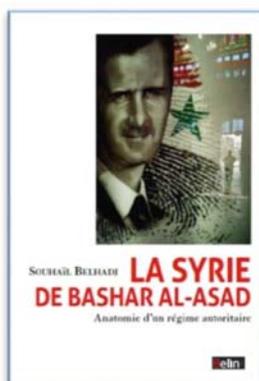
"**Anatomie politique de la domination**", Béatrice Hibou, la découverte, 2011. Disponible au CDF.



« Dans son ouvrage, Béatrice Hibou, aborde l'une des questions centrales de la théorie politique et sociale, celle de l'exercice de la domination de l'Etat. Elle expose cette problématique en adaptant une approche tout à fait renouvelable qui combine entre comparatisme, analyse du quotidien et économie politique. Et dans le but d'appuyer son analyse, elle fait référence à des situations autoritaires et totalitaires surtout le fascisme, le national-socialisme et le socialisme soviétique qui nous permet d'assimiler ce qu'est la domination dans le cadre démocratique actuel. »

"**La Syrie de Bashar Al-Asad. Anatomie d'un régime autoritaire**", Souhaïl Belhadj, Belin, 2013. Disponible au CDF.

« A l'encontre du tout autre régime autoritaire du Maghreb ou du Moyen-Orient qui s'est effondré à l'issue des soulèvements populaires, le régime Ba'thiste de Bashar Al-Asad continue à gérer le pays qui ne s'est pas fragmenté malgré le mosaïque communautaire. Souhaïl Belhadj explique dans son ouvrage les mécanismes du fonctionnement et du partage du pouvoir entre les différentes communautés en Syrie ainsi que le rôle incontournable de services de renseignement dans la vie politique ce qui favorise le maintien du président Al-Asad au pouvoir jusqu'à présent. »



Info

La filière accueille des étudiants en mobilité

La filière a le plaisir d'accueillir trois étudiants étrangers en mobilité pour l'ensemble de l'année 2015-2016: **François Derouault**, étudiant à Sciences Po Paris; **Moritz Boeing**, Université Libre de Berlin et **Paul Deutschmann**, Université Paris 1, assistent à différents cours d'économie et de science politique de la FESP.

Cérémonie de remise des diplômes de DFP

L'institut français en Egypte, organisera le 25 février 2016 la cérémonie de remise des diplômes de Français Professionnel de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Île-de-France de la session de mai 2015. Les résultats de la FESP sont excellents : 100% de réussite pour le niveau B2 (dont 76% avec mention) et 10 reçus sur les 13 pour le niveau C1 (dont 62% avec mention).

Equipe de la Coupole

Responsable d'édition
Nahed AlaaEldin Shalan

Conception éditoriale
Eve Bourguignon

Ont également participé à ce numéro

Mona Amer, Nourane Helmy,
Yasmine Farouk, Habiba Ezz et Mahi
ElAttar

Contact
lacoupole@feeps.edu.eg